



L'ACTU

CHAUDIÈRES À 1 EURO : LE GRAND FLOU !

A la surprise quasi générale, le ministre François de Rugy a annoncé mercredi 16 janvier le lancement de la chaudière à 1 euro. Engie a immédiatement embrayé en dévoilant son offre tandis qu'Effy, de son côté, lançait la pompe à chaleur à un euro. Perplexes face à la confusion qui règne encore autour de ces offres, craignant d'être mis à l'écart au profit des grands groupes, les artisans s'interrogent et regrettent de ne pas avoir été consultés en amont.



Nous, des chaudières à un euro, cela fait des années que l'on en vend !», ironise un installateur du Tarn qui explique ne pas avoir attendu ce qu'il appelle un «coup de com' du gouvernement» pour réduire au maximum le reste à charge du client en faisant jouer l'ensemble des aides disponibles, notamment pour les ménages les plus modestes. «Cela prend un peu de temps administratif et nécessite d'être familier avec les dispositifs, mais au bout du compte, ça vaut la peine, ce sont des chantiers assurés ! Et parfois, ça ne coûte même pas un seul euro au client... ». A l'annonce du gouvernement, les réactions ont été nombreuses. Ainsi, par voie de communiqué, la Capeb a exprimé sa «stupéfaction», regrettant de n'avoir été ni consultée ni associée à ce dispositif. La confédération alerte sur les «risques et déconvenues» de cette offre qu'elle qualifie d'«outrageusement commerciale». Pour autant, déclare Patrick Liébus, «La Capeb n'est pas opposée, par principe, à l'existence de telles offres à 1 €, dès lors que celles-ci garantissent la qualité des travaux réalisés et qu'elles permettent à des entreprises compétentes d'être associées à leur portage». Le président Liébus rappelle que la confédération lancera prochainement ses propres offres packagées en partenariat avec des fournisseurs d'énergie, qui viseront notamment à minimiser le reste à charge pour les ménages.

L'UMGCP de son côté (nouveau syndicat né de la fusion de l'UNCP et l'UECF), par la voix de son vice-président Pascal Housset, veut positiver : «On préfère voir cela comme un électrochoc, une provocation pour nous faire bouger. Si on peut reprocher la méthode et le manque de communication à notre égard, on ne peut pas dire que l'on n'a pas été prévenu : cela fait des années que l'Etat parle de massification des travaux de rénovation. Les majors ne pourront pas réaliser tous les travaux de remplacement. Nos entreprises sont prêtes à participer au défi de la rénovation énergétique, c'est ce que nous sommes en train de faire valoir auprès des pouvoirs publics. Nous avons travaillé avec nos partenaires de la filière, énergéticiens, fabricants et distributeurs, pour proposer des offres similaires. Notre plan d'action est déjà en route. Nous souhaitons juste que les pouvoirs publics communiquent également sur les entreprises artisanales qui ont tout à fait la capacité à répondre à la demande.»

ENGIE À L'OFFENSIVE

Engie Home Services a été le premier à dégainer avec une offre destinée aux ménages les plus modestes. Dans son «Plan énergie pouvoir d'achat», l'énergéticien vise à aider au remplacement d'une chaudière ancienne par une chaudière gaz à très haute performance

DES RÉACTIONS

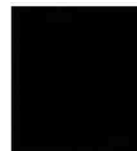
LOUIS MASSON, chauffagiste à Saint-Pierre Eynac - 43
 «Ce qui est étonnant et choquant, c'est que l'Etat appuie une démarche réalisée par des opérateurs privés. Avec un effet médiatique puissant qui consiste à dire qu'il faut supprimer la chaudière fioul et la remplacer systématiquement par de la PAC. En toute logique, le client qui entend ça se dit : je vais mettre de la PAC, ça va me coûter un euro. Sans que l'on sache véritablement ce qu'il y a derrière.» Depuis longtemps, Louis Masson est passé maître dans l'art d'utiliser les aides auxquelles ses clients ont droit, en particulier celles de l'ANAH. Son regret : que ses confrères ne se soient pas plus nombreux à s'être saisis de ce dispositif.

«On manque un peu de mobilisation chez les artisans. Ce sont de bons professionnels dans leur métier, qui offrent du service et de la performance à leurs clients, mais ils ne vont pas au-delà, ont du mal à voir ce qui se trame.»

STÉPHANE BURGONDE Morisot Sarl, chauffagiste à Saint-Geosmes - 52
 Comme beaucoup d'installateurs, Stéphane Burgonde a eu vent de la chaudière à un euro un peu hasard, en lisant la presse et en écoutant la radio. Son premier réflexe a été de se dire : après tout, pourquoi ne pas se lancer puisque de toute façon les clients vont nous la demander ? «Mais le problème, c'est que nous ne sommes pas

capables d'avancer la trésorerie, à la différence des grands groupes. Vous pouvez toujours réunir toutes les aides possibles, si le client est en précarité énergétique et financière, il n'ira pas emprunter 15 000 euros pour payer ses travaux en attendant le versement des aides. Il faut donc s'appuyer sur quelqu'un qui prenne en charge les financements en attendant le versement des aides.»

N'ayant pas trouvé de réponse auprès des organisations auxquelles il appartient, Stéphane a fini par aller frapper à la porte d'Effy. «Quand on a une entreprise de 10 personnes comme moi, je n'ai pas d'autre choix que d'être dans l'anticipation. Je démarre juste ce partenariat, on verra bien.»



énergétique. Ce remplacement sera proposé à partir de 1 € TTC pose comprise, sous conditions de ressources. La somme de 1 € correspond au montant à payer, une fois déduites l'aide «Habiter Mieux Agilité» de l'ANAH et la prime «Coup de Pouce Chauffage». Pour les ménages «modestes», cette offre s'appliquera également à un prix supérieur, mais qui reste abordable : 299 € tout compris, aides déduites ! *«Nous nous occupons de toutes les démarches administratives, ainsi que de l'avance de trésorerie, afin que les foyers concernés n'aient rien à payer au-delà du reste à charge»*, a déclaré Isabelle Kocher, directrice générale d'Engie, dans un entretien au Parisien. Et cela quel que soit le fournisseur d'énergie. *«Et ce n'est qu'un début»*, prévient la directrice d'Engie, qui annonce le lancement prochain d'offres similaires autour de la pompe à chaleur ou des radiateurs électriques. Décidément à l'offensive, Engie Home Services affiche également sa volonté de monter en puissance sur ses offres packagées. A commencer par la chaudière Eideris (voir encadré), dont nous vous avons annoncé en exclusivité le lancement en septembre. Cette fois, l'entreprise communique massivement sur cette chaudière connectée, avec notamment une campagne de publicité à la télévision. Le «pack Eideris» (incluant thermostat connecté, suivi à distance et 5 ans de maintenance), initialement lancé à 63 €, voit son prix baisser à 59 € par mois (60 mensualités). Pour le moment, les ambitions restent modestes : 2000 à 3000 chaudières devraient être vendues cette année. Mais on peut penser que cet objectif sera nettement revu à la hausse par la suite...

Par ailleurs, le «pack chaudière», initialement fixé à 55 € par mois, est désormais proposé à 49 € TTC sur 60 mensualités. Rappelons qu'Engie Home Services intervient dans 1,5 million de logements pour de la maintenance, du dépannage ou de l'installation, pas seulement de chaudières mais aussi de pompes à chaleur ou encore d'adoucisseurs. ■